

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

Rassemblées par YFI

Michel Essonghe, Haut commissaire général de la République :

"(...) Les enjeux et défis actuels auxquels est confronté notre pays ont un impact significatif sur chacun d'entre nous, sur nos familles, sur nos descendances respectives. Le quotidien de plusieurs de nos compatriotes n'est pas simple..."

Vincent de Paul Massassa, ministre du Pétrole et du gaz :

"(...) Sogara n'arrive pas à satisfaire les besoins du marché national. Ces volumes qui sont importés doivent être payés, et parfois en raison des retards de paiement, le fournisseur ne livre pas les produits. Et ces paiements n'ont rien à voir avec les problèmes de trésorerie..."

Nicole Jeanine Roboty-Mbou, ministre de l'Économie et de la Relance :

"Au niveau des stations, nous avons déjà un retour à la normale. Mais nous voulons surtout faire en sorte que tous les acteurs de la chaîne soient suffisamment sensibilisés sur les préventions de ce type de situations..."

Yves Fernand Manfoumbi, ministre du Commerce et des PME-PMI :

"L'évaluation de l'état actuel de la législation commerciale de notre pays à partir de l'acquis qu'a été l'élaboration du Code de Commerce de 2008, nous a amenés à identifier les limites et les domaines insuffisamment ou non légiférés."

Brice Mbika Ndjambou, président de la Ligue nationale de football professionnel (Linafp) :

"Aucun joueur ne sera payé sans virement bancaire."

Pierre-Claver Maganga Moussavou, président du Parti social démocrate (PSD) et candidat à la présidentielle de 2023 :

"La provincialisation est une véritable révolution. Moi président, je bâtirai les hôpitaux, les écoles, les routes, je lutterai contre le chômage. Je relèverai l'économie..."

Jean Eyeghe Ndong, ancien Premier ministre, Haut commissaire de la République :

"On fait la politique avec la tête et non avec le cœur."

Diplomatie : Sayid Abeloko prend pied au Ghana

J.K.M
Libreville/Gabon

L'AMBASSADEUR du Gabon au Togo avec juridiction au Bénin et au Ghana, Sayid Abeloko, a présenté, jeudi dernier, à la Flagstaff House (Palais présidentiel), ses lettres de créance au chef de l'État ghanéen, Nana Akufo-Addo. Représentant ainsi officiellement, la République gabonaise auprès de cet État de l'Afrique de l'Ouest situé sur le Golfe de Guinée.

Le diplomate gabonais s'est engagé "à ne ménager aucun effort afin de consolider davantage l'axe Libreville-Accra". Lequel, depuis un certain nombre d'années, est particulièrement dynamique sur le plan des échanges culturels et éducatifs. En témoigne, entre autres, la présence, dans les universités et autres grandes écoles ghanéennes, des stagiaires et autres étudiants gabonais venus parfaire leurs connaissances de la langue de Shakespeare. D'ailleurs, c'est dans cette optique que le 30 mars 2012, les deux pays avaient signé, dans la capi-



L'ambassadeur du Gabon au Ghana, Sayid Abeloko (d), remettant ses lettres de créance au chef de l'État ghanéen, Nana Akufo-Addo.

tale ghanéenne, une convention relative à la formation, au perfectionnement et au renforcement des capacités en langue anglaise des personnels du ministère des Affaires étrangères gabonais. Quoi qu'il en soit, sur le plan politique, la coopération bilatérale est particulièrement marquée par des échanges fréquents et permanents que le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, et son homologue ghanéen ont sur un certain nombre de problématiques régionales et internationales.

En tout état de cause, Nana Akufo-Addo a félicité le diplomate gabonais. "Je suis convaincu que votre expérience et vos connais-

sances diplomatiques contribueront au développement des relations gabono-ghanéennes", a-t-il indiqué.

Agenda

SOMMET DU COMMONWEALTH À KIGALI DÈS CE LUNDI

Le Rwanda accueille dès ce lundi 20 juin, le 26e sommet des chefs d'État et de gouvernement du Commonwealth à Kigali (Rwanda). Les travaux qui se dérouleront jusqu'au 25 juin, devraient se prononcer sur l'entrée du Gabon et du Togo dans cette organisation économique britannique peuplée de 2 milliards d'âmes. Le président Paul Kagame accueillera le prince Charles, le Premier ministre britannique, Boris Johnson, et des dizaines de dirigeants mondiaux. Quelque 5 000 délégués y sont attendus.

La Semaine

Le HCR déjà à fond

LA proclamation du CEP 2022 ; les épreuves écrites du Baccalauréat ; la pénurie de gasoil ; les soupçons de détournement de fonds au Conseil économique, social et environnemental (CESE) ; etc. Autant d'événements enregistrés au cours de la semaine qui s'est achevée hier. À ces faits, il faudra ajouter les activités de l'Assemblée nationale et, fait particulier, la première interview du Haut-Commissaire général de la République, Michel Essonghe. Un entretien exclusif accordé à notre Rédaction à l'occasion des 100 jours de son équipe au Haut-Commissariat de la République. Une institution nouvelle directement rattachée au chef de l'État...

Sur la première Chambre du Parlement, on notera que les questions financières ont occupé une place de choix dans le programme de travail des députés. Notamment avec l'audition des ministres Nicole Jeanine Lydie Roboty-Mbou (Économie et Relance) et Édith Ekiri Mounombi-Oyouomi (Budget et Comptes publics). Laquelle audition a porté sur le projet de Loi de finance rectificative 2022 (PLFR) ; et le Débat d'orientation budgétaire (DOB).

Par rapport au PLFR 2022, on retiendra qu'il est arrêté en équilibre, en ressources et en charges à 3 295,6 milliards de F CFA. Contre 2 936,6 milliards de F CFA dans la loi de finances initiale. Soulignons que les exposés des membres du gouvernement n'ont pas manqué de susciter des réactions de la part des députés. Ces derniers, toutes tendances confondues, ont relevé un certain nombre d'insuffisances.

Entre autres : le manque d'efficacité dans l'exécution du budget, la faiblesse des investissements, la non-prise en compte des préoccupations des populations, l'absence de transparence du gouvernement dans l'exécution et la gestion des finances publiques, etc.

S'agissant du DOB, on dira que c'était l'occasion pour les ministres financiers de présenter les principaux axes de l'action du gouvernement au cours des trois prochaines années, et de recueillir les avis et observations des députés au sujet des budgets à venir. Ce débat ne donne pas lieu à un vote.

Sur la sortie du Haut-Commissaire général de la République, on peut relever que dans l'ensemble, Michel Essonghe a parlé sans langue de bois et avec lucidité, responsabilité et sincérité sur les sujets d'actualité nationale, le climat sociopolitique, le vivre-ensemble, le dialogue, etc. "Conformément à la feuille de route qui nous a été prescrite par le chef de l'État, nous avons mené des réflexions, consulté, recommandé et soumis au président de la République, en toute indépendance, les résultats de nos analyses et recommandations", a dit le Haut-Commissaire général de la République. Toutes choses qui prouvent que le HCR est déjà en plein dans ses missions...

À Ali Bongo Ondimba d'apprécier la pertinence des propositions du HCR.

ONDOUBA'NTSIBAH